

Perrous
GREFFE TRIB. COM. PONTOISE
22. DEC. 1952
No *9325*

4 M C

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 388.400 F.

SIEGE SOCIAL : 117 BIS, RUE DU GENERAL DE GAULLE

95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

S T A T U T S

lu 9
2014 NARE et LVC
lu 9
CU *CM*

op. h. e. u. e. n. e. r. a. t. i. o. n. e. s.

ENTRE LES SOUSSIGNES

Polina

4° - Madame Ilda CIVINO, Epouse de Monsieur Narciso MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370,

Qui déclare :

- Etre de nationalité italienne, née le 25 octobre 1952 à FORGARIA (Italie),
- Etre mariée avec Monsieur Narciso MOLINARO, sous le régime de la communauté d'acquêts institué par la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965. Union célébrée au Consulat Italien à PARIS le 13 décembre 1974.

D'UNE QUATRIEME PART

5° - Monsieur Marc MOLINARO, de nationalité française, né le 30 mars 1975 à SAINT-CYR L'ECOLE (Yvelines), demeurant 119, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370,

Représenté par Monsieur Narciso MOLINARO, agissant en sa qualité d'administrateur légal.

D'UNE CINQUIEME PART

6° - Monsieur Luc MOLINARO, de nationalité française, né le 1er juillet 1976 à TRAPPES (Yvelines), demeurant 119, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES (95370),

Représenté par Monsieur Narciso MOLINARO, agissant en sa qualité d'administrateur légal.

D'UNE SIXIEME PART

7° - Monsieur Michel CIVINO, demeurant 113 bis, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES.

Qui déclare :

- Etre de nationalité française, né le 12 juillet 1970 à SAINT CYR L'ECOLE (Yvelines),
- Etre célibataire majeur.

D'UNE SEPTIEME ET DERNIERE PART

Il a été établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société anonyme devant exister entre eux, constituée sans appel public à l'Epargne.

Signature: Marcelle
Signature: CV CM
Signature: Molinaro

Article 1 - Forme

La société a la forme d'une société anonyme administrée par un Conseil d'Administration, régie par la loi du 24 juillet 1966, le décret du 23 mars 1967, les dispositions légales qui ont modifié ou complété ces textes ainsi que toutes celles qui seront promulguées ultérieurement.

Article 2 - Objet

La société a pour objet en France et dans tous autres pays :

- La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés créées ou à créer, en vue d'un investissement à long terme, en qualité de société holding,
- La gestion et le contrôle de ces participations,
- La souscription de tous emprunts avec ou sans garanties, se rattachant au financement des participations précitées,
- Et, en général, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social.

Article 3 - Dénomination

La dénomination sociale est :

" 4 M C "

Les documents de toute nature émanant de la société et destinés aux tiers devront faire mention de la dénomination sociale, suivie de la mention " Société Anonyme " ou du sigle " S.A. ", complétée de l'énonciation du capital social ainsi que de l'indication de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

95370 MONTIGNY LES CORMEILLES, 117 bis, rue du Général de Gaulle

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

47
MAREUILLE
47
Laetia/pouvé
CU CM
Joliva

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années, à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Article 6 - Apports

a) Apports en numéraire

Les soussignés ci-après nommés apportent en numéraire à la société une somme globale de QUATRE CENT FRANCS (400 F.) correspondant à la valeur nominale de QUATRE (4) actions de CENT FRANCS (100 F.) chacune, lesdites actions entièrement libérées et souscrites en totalité par :

	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Montant de la souscription</u>
- Madame Ilda MOLINARO,	1	100 F.
- Monsieur Marc MOLINARO,	1	100 F.
- Monsieur Luc MOLINARO,	1	100 F.
- Monsieur Michel CIVINO,	1	100 F.
	<u>4</u>	<u>400 F.</u>

Cette somme de QUATRE CENTS FRANCS (400 F.) a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la BANQUE NATIONALE DE PARIS, 14, rue du Départ à ENGHEN LES BAINS 95880.

Les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et délivré par ladite banque.

b) Apports en nature

Les apports en nature s'élèvent à la somme de TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE FRANCS (388.000 F.), correspondant à TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGTS (3.880) actions, d'une valeur nominale de CENT FRANCS (100 F.) chacune, entièrement libérées.

Les actions précitées sont attribuées en rémunération des apports faits à la société de QUATRE CENT QUATRE VINGT CINQ (485) parts sociales de la société VALDOISIENNE MECANIQUE dite VALMECA, société à responsabilité limitée au capital de 50.000 F., ayant son siège social à SANNOIS 95110, 16, rue des Carrières, aux personnes et dans les proportions suivantes :

Am7
pour MARCEILLE
Am7
Lu et al / pour
HA
CU CM

Molinar

	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Montant de la souscription</u>
- Monsieur Narciso MOLINARO,	1.960	196.000 F.
- Monsieur Umberto CIVINO,	1.520	152.000 F.
- Monsieur François AGNOLA,	400	40.000 F.
TOTAL	<u>3.880</u>	<u>388.000 F.</u>

Cette évaluation a été faite au vu du rapport de Monsieur Yves KERVEILLANT, commissaire aux apports désigné par Ordonnance sur requête de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de PONTOISE en date du 20 novembre 1992, lequel rapport a été déposé au lieu du futur siège social, trois jours au moins avant la signature du présent acte, et dont un exemplaire demeurera annexé aux présentes.

Les conditions et modalités de cet apport ont été établies par acte sous seing privé en date du 4 décembre 1992, dont une copie est annexée aux présentes.

L'ensemble des apports sus-énoncés constitue le capital social.

Article 7 - Capital social

Le capital social, intégralement libéré, est fixé à TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE QUATRE CENTS FRANCS (388.400 F.).

Il est divisé en TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (3.884) actions de CENT FRANCS (100 F.) chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 3.884 inclus.

M 17
Donc BARELLUC
M 17
La et al/pouvé
Affuola
CV
CM
Afoluca

Article 8 - Modifications du capital social

I. - Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

Sous réserve des dispositions de l'article 351 de la loi, l'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II. - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées lors de leur souscription selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, d'un quart au moins de leur valeur nominale, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Lu et approuvé
Signature
C V

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 11 - Cession et transmission des actions

I. - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

II. - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les six jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni par la société est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

Handwritten signatures and notes:
Pour MARET LUC La et approuvé
CV

Handwritten signature:
Jolua

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute assemblée et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

III. - Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital ne sont négociables qu'après l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la mention modificative de cette augmentation de capital.

Les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'article 1690 du Code Civil.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

I. - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

II. - Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Handwritten signatures and notes:
- "M. H."
- "M. H. MARECQUE"
- "La et a/prouvé"
- "H"
- "EU"
- "M"
- "Johann"

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

III. - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

IV. - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

V. - A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations, ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 13 - Indivisibilité des actions - Nue-propriété -

Usufruit

I. - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

II. - Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Article 14 - Conseil d'administration

I. - La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

La et a/pour
MARCEIL LUC
CV en
ofluar

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Toutefois en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

II. - La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 78 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du conseil, le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si, du fait qu'un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de 78 ans, la proportion du tiers susvisé est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

III. - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

IV. - Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

La et s/heure
CV CM
John

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesséur.

V. - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de 8 (huit) conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Cette antériorité n'est pas requise si la société est constituée depuis moins de deux ans.

Article 15 - Actions de fonction

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire au moins d'une action de la société.

Les administrateurs nommés au cours de la vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans un délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

Article 16 - Bureau du conseil

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé président-directeur général s'il est âgé de plus de 78 ans. D'autre part, si le président-directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Lu et approuvé
cu
cu
cu

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général, ou le vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Article 17 - Délibérations du conseil

I. - Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions à l'ordre du jour.

II. - Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

III. - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents.

lu 17
lu et approuvé
CV CM
J. H. A. R. E. M. A. L. U. C.
J. H. A. R. E. M. A. L. U. C.
J. H. A. R. E. M. A. L. U. C.

IV. - Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Article 18 - Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Article 19 - Direction générale - Délégation de pouvoirs

I. - Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances

M 7
Don GAREUILLE la et e // pour
M 7
CV CM
ofluar

étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

II. - Sur proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et dans les cas prévus par la loi deux ou cinq directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux, sauf lorsque la société comporte cinq directeurs généraux. Dans ce cas trois d'entre eux, au moins, doivent être administrateurs.

Article 20 - Rémunération des administrateurs, du président, des directeurs généraux et des mandataires du conseil d'administration

I. - L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II. - La rémunération du président du conseil d'administration et celle des directeurs généraux sont fixées par le conseil d'administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

III. - Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Donc MARE et LUC la et a/ pour
cu
CU CH
Polman

Article 21 - Conventions entre la société et un administrateur
ou directeur général

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Article 22 - Achat par la société d'un bien appartenant à
un actionnaire

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Article 23 - Commissaires aux comptes

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires

Ma 9
pour l'acte de l'UE
Lu et approuvé
CV
Ch
Ch

aux comptes titulaires nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Article 24 - Assemblées générales

les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 25 - Convocation et lieu de réunion des assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, est convoquée six jours au moins d'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et/ou les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

M. J. MARECHAL
lu et approuvé
CV CM
[Signature]

Article 26 - Ordre du jour

I. - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

II. - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délai légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

III. - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27 - Accès aux assemblées - Pouvoirs

I. - Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de sa qualité d'actionnaire sur un compte d'actionnaires tenu par la société au moins cinq jours avant la réunion de l'assemblée générale.

II. - Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire : à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

III. - Dans toute assemblée, tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Ce formulaire doit parvenir à la société trois jours, au moins, avant la date de la réunion de l'assemblée, faute de quoi il n'en sera pas tenu compte.

Article 28 - Feuille de présence - Bureau - Procès-verbaux

I. - A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Signature
Don MAREUILLE
La et a/poude
CV
CH
Signature

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II. - Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

III. - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 29 - Quorum - Nombre de voix

I. - Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, le quorum est calculé compte tenu des actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans le délai prescrit, lorsque l'assemblée est appelée à voter sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour ou sur une proposition ayant pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en tout ou partie, une résolution figurant à l'ordre du jour. En revanche, ces actions ne sont pas prises en compte lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur une question soulevée en séance.

lu
MARCEL LUC
lu

FF

CU CM

O. J. LUCAS

II. - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix au moins.

Toutefois, lorsque les actions de la société sont possédées par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, il ne peut être tenu compte des droits de vote attachés à ces actions que dans la limite de dix pour cent des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En cas de vote par correspondance, les actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans les délais requis participent au vote lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour, mais elles ne prennent pas part à ce vote si l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance. Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante en totalité ou en partie une résolution figurant à l'ordre du jour, lesdites actions sont considérées comme votant contre la proposition, quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.

III. - Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par leur propriétaire.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

IV. - Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

Article 30 - Assemblée générale ordinaire

I. - L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;

- statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires ;

Ray
Directrice
lu

HF *CU* *CM*

John

- donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs ;

- nommer et révoquer les administrateurs ;

- nommer le ou les commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;

- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;

- fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ;

- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ;

- autoriser les émissions d'obligations ordinaires ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées ;

- autoriser les émissions de titres participatifs.

II. - L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance, sous réserve des limitations et des précisions mentionnées à l'article 29.

Article 31 - Assemblée générale extraordinaire

I. - L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

II. - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Handwritten signatures and initials:
- Top left: A stylized signature.
- Middle left: "HARE ELVE" with a signature below it.
- Bottom left: "CV" with a signature above it.
- Bottom center: "CM" with a signature above it.
- Bottom right: A large signature.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance, sous réserve des limitations et des précisions mentionnées à l'article 29.

III. - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

IV. - S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Article 32 - Droit de communication des actionnaires

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminés par la loi.

Article 33 - Exercice social

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 1993.

Handwritten signatures and initials:
MAREUIL
CV
CM

Handwritten signature:
O. J. ...

Article 34 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Un état des cautionnements, avals et garanties donnés et des sûretés consenties par la société est annexé au bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 35 - Fixation, affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut

17
19
MARELLO
CV CH

Chluc

prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 36 - Modalités de paiement des dividendes - Acomptes

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

pour MARELLE
119 *HA* *CV* *CM*

Polmar

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 37 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-II ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions visées aux alinéas 1 ou 2 ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 38 - Dissolution - Liquidation ou transmission du patrimoine

I. - Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

II. - Sauf en cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions du quorum et de majorité prévues par les assemblées générales ordinaires, soit par une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.

Handwritten signatures and initials:
- Top left: A large stylized signature.
- Middle left: "MARELLE" with a large "H" and "CV" below it.
- Bottom right: A signature that appears to be "Poluade".

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

III. - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Article 39 - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 40 - Désignation des premiers administrateurs

Sont nommés comme premiers administrateurs de la société pour une durée de trois années, qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice 1995 et tenue au cours de l'année 1996.

Handwritten notes and signatures:
MARE et LUC
MARE
LUC

Handwritten initials:
H
CU
CM

Handwritten signature:
John

1° - Monsieur Narciso MOLINARO, de nationalité italienne, né le 4 octobre 1948 à SAN DANIELE (Italie), demeurant 119, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES,

2° - Madame Ilda CIVINO, Epouse de Monsieur Narciso MOLINARO, de nationalité italienne, née le 25 octobre 1952 à FORGARIA (Italie), demeurant 119, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES.

3° - Monsieur Michel CIVINO, de nationalité française, né le 12 juillet 1970 à SAINT CYR L'ECOLE (Yvelines), demeurant 113 bis, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES.

Les administrateurs ainsi nommés déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction à cette nomination.

Article 41 - Désignation des premiers commissaires aux comptes titulaire et suppléant

Sont nommés comme commissaires aux comptes de la société, pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes du sixième exercice :

- en qualité de Commissaire aux Comptes Titulaire :

Monsieur Serge QUESNE, de nationalité française, né le 23 avril 1954 à ARGENTEUIL 95100, demeurant Résidence du Chemin Vert, Bâtiment A1 à DOMONT 95330, inscrit à la Compagnie Régionale de VERSAILLES,

- en qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant :

Monsieur Gilbert PAOLINI, de nationalité française, né le 22 Novembre 1932 à SAVIGNY SUR ORGE, demeurant 4, rue des Genêts 91600 SAVIGNY SUR ORGE, inscrit à la Compagnie Régionale de VERSAILLES.

*Reçu
pour l'acte de lue
de 7*
CV CM
John

Messieurs Serge QUESNE et Gilbert PAOLINI,
à ce intervenants, déclarent, chacun en ce qui le concerne,
accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il
n'existe, de son chef, aucune incompatibilité ni interdiction
à cette nomination.

La rémunération des commissaires aux comptes titulaires
sera fixée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 42 - Jouissance de la personnalité morale - Reprise
des engagements antérieurs à la signature des statuts et
à l'immatriculation de la société au registre du commerce
et des sociétés

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à
compter du jour de son immatriculation au registre du commerce
et des sociétés.

Toutefois, il a été accompli, dès avant ce jour,
pour le compte de la société en formation, les actes énoncés
dans un état n° 1 indiquant pour chacun d'eux l'engagement
qui en résulterait pour la société.

Cet état dressé par Madame Ilda MOLINARO, soussignée,
a été déposé au lieu du futur siège social, trois
jours au moins avant la signature des présents statuts, à
la disposition de tous les futurs actionnaires qui ont pu
en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le
reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la société emportera de plein
droit reprise par elle desdits engagements.

En outre et dès à présent, les actionnaires appelés
à exercer la direction générale de la société sont autorisés
à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre
de l'objet social et de leurs pouvoirs. Après immatriculation
de la société au registre du commerce et des sociétés, ces
actes et engagements seront soumis à l'approbation de la
plus prochaine assemblée générale statuant aux conditions
de quorum et majorité propres aux assemblées générales ordi-
naires. Cette approbation emportera de plein droit reprise
par la société desdits actes et engagements qui seront réputés
avoir été souscrits dès l'origine par la société.

M 7
MARC ET LUC
M 7

CU CH

Molinaro

Article 43 - Publicité - Pouvoir

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées sous la responsabilité et à la diligence du conseil d'administration et de la direction générale.

A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présents statuts.

Article 44 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

FAIT A MONTIGNY LES CORMEILLES,

LE 21 DECEMBRE 1992

En autant d'exemplaires que requis par la loi.

*Lu et approuvé
Molinaro 9
Lu et approuvé
MARC A LVE
Molinaro 9*

*Lu et approuvé
H*

*Lu et approuvé
H*

Lu et approuvé.

Molinaro

*Lu et approuvé
Molinaro*

CONVENTION D'APPORTS

ENTRE LES SOUSSIGNES

1° - Monsieur Narciso, Loris MOLINARO, demurant 119, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370,

Qui déclare :

- Etre de nationalité italienne, né le 4 octobre 1948 à SAN DANIELE (Italie),
- Etre marié avec Madame Ilda CIVINO, sous le régime de la communauté d'acquêts institué par la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965. Union célébrée au Consulat Italien à PARIS le 13 décembre 1974.

D'UNE PREMIERE PART

2° - Monsieur Umberto CIVINO, demurant 113, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370,

Qui déclare :

- Etre de nationalité italienne, né le 27 juin 1945 à VITO D'ASIO PORDENONE (Italie),
- Etre marié avec Madame Caterina CEDOLIN, sous le régime de la communauté d'acquêts institué par la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965. Union célébrée en la mairie de FORGARIA - UDINE (Italie) le 23 août 1969.

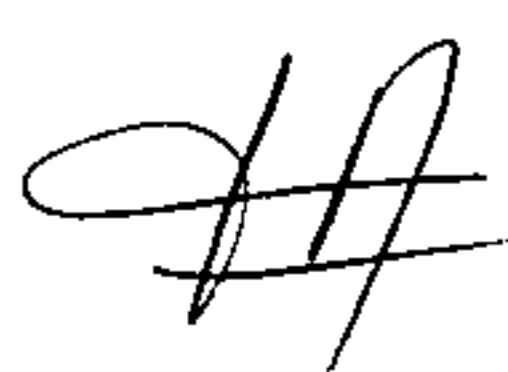
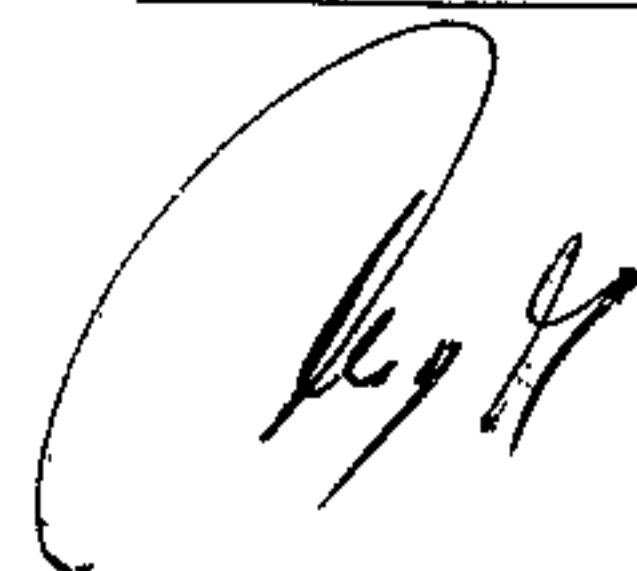
D'UNE DEUXIEME PART

3° - Monsieur François AGNOLA, demurant 50, rue du Calvaire à NANTERRE 92000,

Qui déclare :

- Etre de nationalité française, né le 22 août 1926 à FORGARIA - UDINE (Italie),
- Etre marié avec Madame Caterina VECILE, sous l'ancien régime de la communauté légale de biens, faute de contrat préalable à leur union célébrée au Consulat Italien à PARIS le 12 juillet 1956.

D'UNE TROISIEME PART

4° - Et Madame Ilda MOLINARO, agissant pour le compte de la société en formation ci-après désignée.

D'UNE QUATRIEME ET DERNIERE PART

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Madame Ilda MOLINARO se propose de constituer une société dont les caractéristiques sont :

- Forme : Société Anonyme
- Dénomination : 4 M C
- Siège : 117 bis rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
- Objet : Prise de participation dans toutes sociétés créées ou à créer, gestion et contrôle de ces participations.
- Durée : QUATRE VINGT DIX NEUF (99) ans
- CAPITAL : TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE QUATRE CENTS FRANCS (388.400 F.), divisé en TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (3.884) actions de CENT FRANCS (100 F.) chacune, dont 4 actions à souscrire en numéraire par Madame Ilda MOLINARO et Messieurs Michel CIVINO , Marc MOLINARO et Luc MOLINARO et 3.880 actions à attribuer à Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA en représentation des apports en nature, objet des présentes.

CONVENTION

Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA, soussignés de première, seconde et troisième part, s'engagent à apporter à la société visée à l'exposé qui précède, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, mais sous les réserves énoncées sous le paragraphe " Approbation des apports et signature des statuts ", les biens dont la désignation est donnée ci-après.

De son côté, Madame Ilda MOLINARO, soussignée de dernière part, s'engage à faire le nécessaire en vue de l'approbation des apports par les actionnaires en signant les statuts, après dépôt du rapport du commissaire aux apports, et ce, avant la date fixée audit paragraphe "Approbation par les actionnaires en signant les statuts".



DESIGNATION DES APPORTS

Les apports en nature sont constitués par les QUATRE CENT QUATRE VINGT CINQ (485) parts sociales sur les CINQ CENTS (500) parts sociales, d'une valeur nominale de CENT FRANCS (100 F.) composant le capital social de la société VALDOISIENNE MECANIQUE dite " VALMECA ", société à responsabilité limitée au capital de 50.000 F., ayant son siège social 16, rue des Carrières 95110 SANNOIS (R.C.S. PONTOISE B 334.559.507), et ce, dans les proportions suivantes :

- Monsieur Narciso MOLINARO,,	245 Parts
- Monsieur Umberto CIVINO,	190 Parts
- Monsieur François AGNOLA,	<u>50 Parts</u>
TOTAL	<u>485 Parts</u>

EVALUATION ET REMUNERATION DES APPORTS

Les apports ci-dessus désignés sont évalués à la valeur de TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE FRANCS (388.000 F.), soit HUIT CENT FRANCS (800 F.) par part sociale, et seront rémunérés par l'attribution à Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA, apporteurs, à respectivement de MILLE NEUF CENT SOIXANTE (1.960) actions, MILLE CINQ CENT VINGT (1.520) actions et QUATRE CENTS (400) actions de CENT FRANCS (100 F.) chacune, entièrement libérées et numérotées respectivement de 1 à 1.960 inclus, 1.961 à 3.480 inclus et 3.481 à 3.880.

CONDITIONS DES APPORTS

Les apports sont consentis et acceptés aux conditions ci-après :

1. - La société bénéficiaire des apports aura la pleine propriété des parts apportées à dater du jour de la signature des statuts.
2. - La société bénéficiaire aura seule droit aux dividendes éventuellement distribués par la société VALMECA, y compris ceux de l'exercice en cours, et à toutes autres sommes mises en distribution par ladite société, telles que réserves et sommes assimilées.

De même, en cas d'augmentations de capital par incorporation de réserves, ou sommes assimilées, les actions attribuées gratuitement au titre des parts, objet des présentes, le seront au profit de la société bénéficiaire de l'apport.

3. - La société bénéficiaire de l'apport sera subrogée dans tous les droits et obligations des apporteurs, tels qu'ils résultent des textes légaux et réglementaires en vigueur, ainsi que des statuts.

The block contains three handwritten signatures and the initials 'CV'. From left to right: a stylized signature, the initials 'CV', a signature that appears to be 'Molinaro', and a signature that appears to be 'Civino'.

4. - La société bénéficiaire des apports prendra les biens et droits apportés dans leur état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours, ni réclamer aucune diminution aux apporteurs pour quelque cause que ce soit.

APPROBATION DES APPORTS PAR LES ACTIONNAIRES
EN SIGNANT LES STATUTS

L'évaluation ainsi faite des apports et leur rémunération devront être approuvées par les actionnaires, au vu du rapport dressé par le commissaire aux apports désigné, conformément à la loi, par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de PONTOISE.

Si l'évaluation retenue par les actionnaires est inférieure à l'évaluation prévue aux présentes, et si Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA, apporteurs, n'acceptent pas expressément cette nouvelle valeur, la présente convention d'apports sera considérée comme nulle et non avenue, sans indemnité de part ni d'autre.

Il en sera de même si les statuts de la société ne sont pas signés au plus tard le 31 décembre 1992.

REPRISE DES FRAIS DES PRESENTES PAR LA SOCIETE

Le présent acte sera porté dans l'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication éventuelle des sommes représentatives des frais engagés pour son établissement et avancés par Madame Ilda MOLINARO.

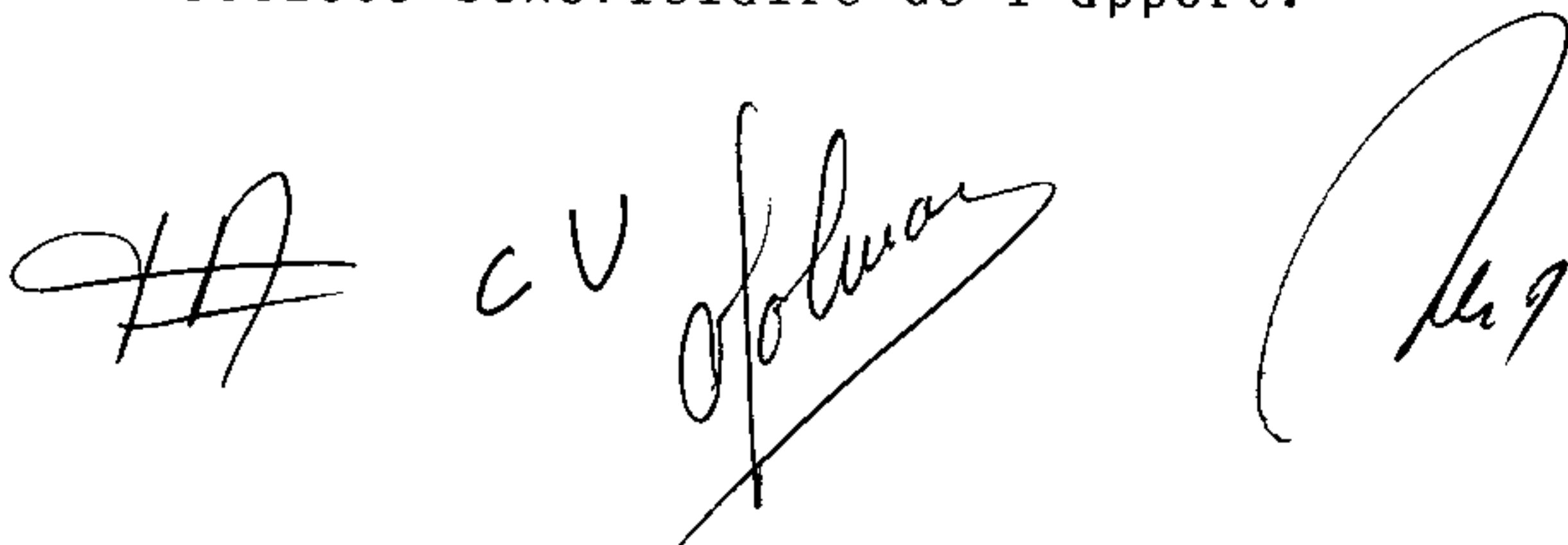
L'autorisation accordée par les associés en signant les statuts emportera reprise de l'engagement correspondant par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, en vue de l'accomplissement de toutes formalités prévues par la loi et les textes en vigueur.

F R A I S

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, sont à la charge de la société bénéficiaire de l'apport.

The bottom of the page features several handwritten signatures and initials. On the left, there is a large, stylized signature that appears to be 'H'. To its right are the initials 'CV'. Further right is a signature that looks like 'Molinaro'. On the far right, there is a large, circular signature that appears to be 'M9'.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de ses suites, les parties font
élection de domicile en leurs adresses respectives mentionnées en
tête des présentes.

FAIT A MONTIGNY LES CORMEILLES,

EN SIX EXEMPLAIRES,

LE 4 DECEMBRE 1992

Lu et approuvé
[Signature]

Lu et approuvé
[Signature]

Lu et approuvé
[Signature]

Lu et approuvé
[Signature]

SOCIETE

“ 4 MC ”

117, rue du Général de Gaulle

95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

(Société en cours de constitution)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

SUR LES APPORTS EFFECTUES PAR

“Monsieur Narciso MOLINARO”

“Monsieur Umberto CIVINO”

et

“Monsieur François AGNOLA”

Mesdames, Messieurs,

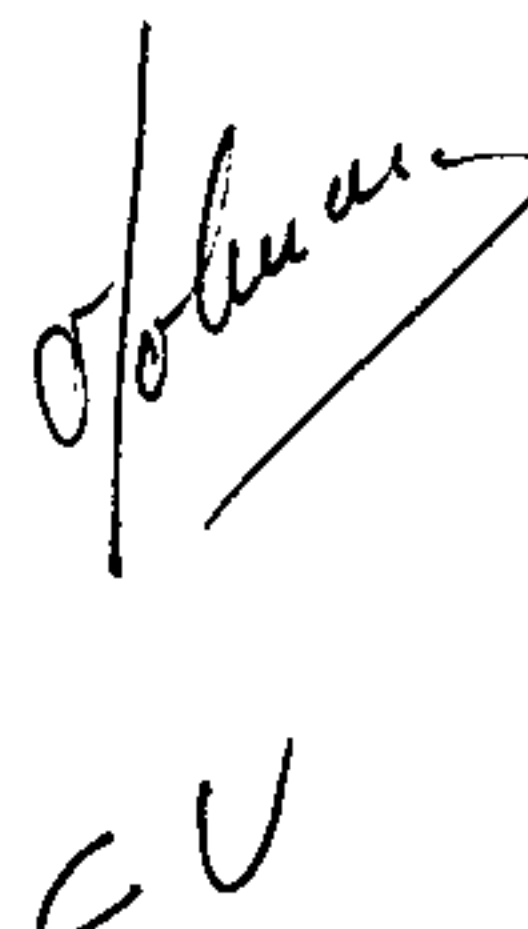
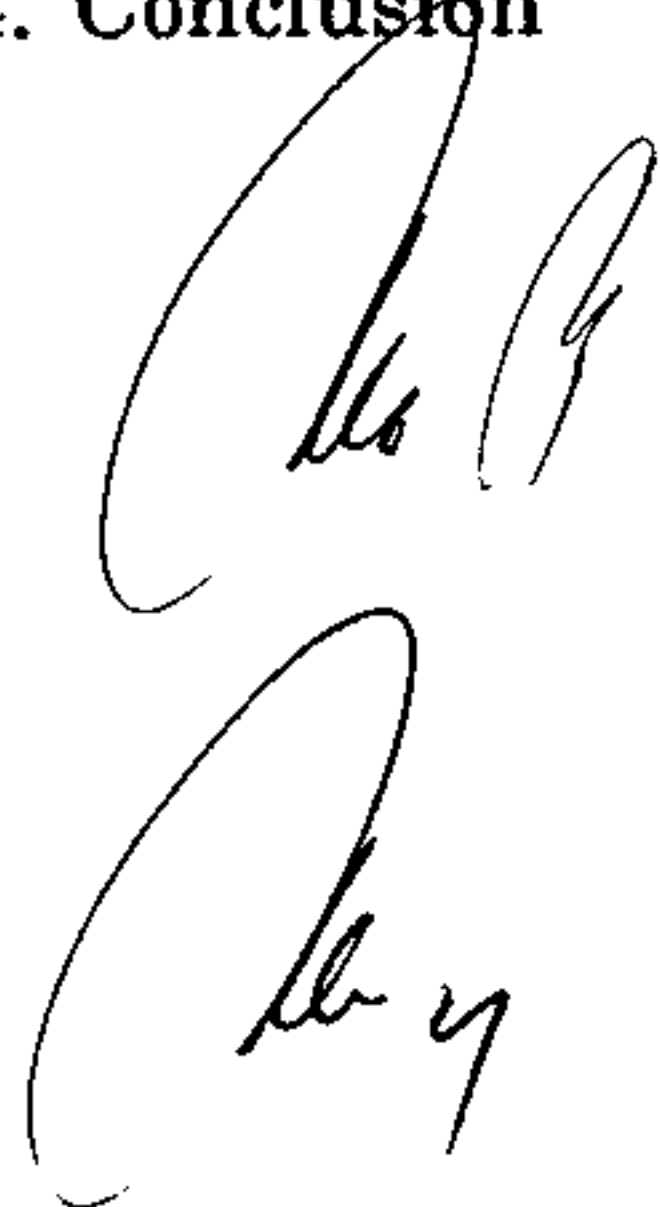
En exécution de la mission qui m'a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise en date du 20 novembre 1992, en tant que commissaire aux apports, je vous présente mon rapport sur l'appréciation de la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Narciso MOLINARO, Monsieur Umberto CIVINO et Monsieur François AGNOLA à votre société, en cours de constitution.

Le présent rapport qui a pour objectif de rendre compte des résultats de mes investigations, comprendra quatre chapitres :

1. Exposé sur l'opération projetée
2. Evaluation des apports
3. Vérifications effectuées
4. Conclusion



CH



CU

1. EXPOSE SUR L'OPERATION PROJETEE

SOCIETE ET PERSONNES CONCERNEES

La société 4 MC est une société en cours de constitution qui sera sous forme de société anonyme au capital de F. 388.400, dont le siège social est prévu au 117, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES.

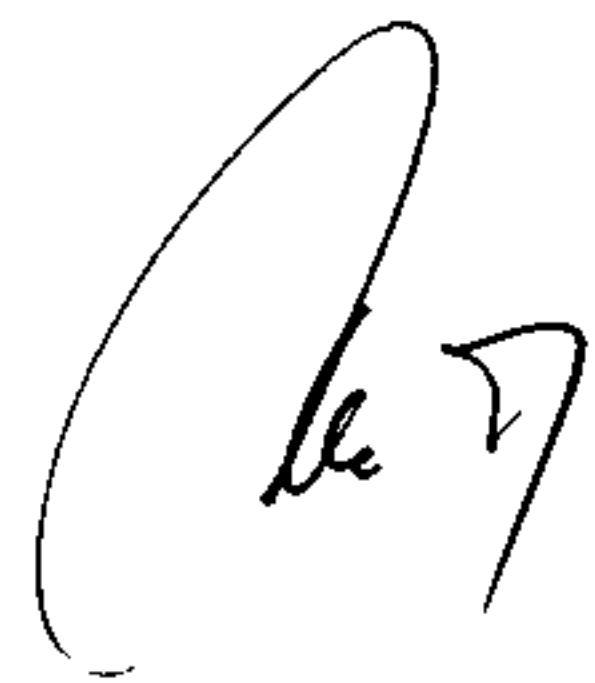
La société aura pour objet :

" - Prise de participation dans toutes sociétés créées ou à créer, gestion et contrôle de ces participations."

Monsieur Narciso MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370.

Monsieur Umberto CIVINO, demeurant 113, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370.

Monsieur François AGNOLA, demeurant 50, rue du Calvaire à NANTERRE 92000.






Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA s'engagent à apporter à la société 4 MC, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, 485 (quatre cent quatre vingt cinq) parts sociales de la société VALDOISIENNE MECANIQUE dite "VALMECA".

La société "VALMECA" est une société à responsabilité limitée au capital de F. 50.000, ayant son siège social au 16, rue des Carrières, SANNONIS 95110, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PONTAISE sous le numéro B 334 559 507.

Les apports se décomposent ainsi :

- Monsieur Narciso MOLINARO :	245 parts
- Monsieur Umberto CIVINO :	190 parts
- Monsieur François AGNOLA :	50 parts

TOTAL	485 parts

Les apports sont évalués à la somme de F. 388.000.

HA

CU

CU

AGNOLA

CH

CH

2. EVALUATION DES APPORTS

Les parts sociales sont apportées pour F. 388.000, soit une valeur unitaire de F. 800.

L'évaluation a été calculée de la façon suivante :

- Situation nette de la société "VALMECA" au 31 décembre 1991,
- Estimation du résultat de la société "VALMECA" sur l'exercice en cours.

En application de la méthode énoncée ci-dessus, la valorisation des apports ressort à :

- Situation nette au 31 décembre 1991 :	364 140 F.
- Résultat prévisionnel 1992 :	40 000 F.

TOTAL	404 140 F.
Arrondi à	400 000 F.

soit une valeur unitaire de F. 800 la part sociale.

HA

CM

Me 7

Me 7

CU

John

PROPRIETE, JOUISSANCE ET CONDITIONS

La société 4 MC aura la pleine propriété des parts sociales de la société "VALMECA" apportées par Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA à compter du jour de la réalisation définitive de l'apport, soit à la date du jour de la signature des statuts.

La société 4 MC aura seule droit aux dividendes éventuellement distribués par la société "VALMECA", y compris ceux de l'exercice en cours, et à toutes autres sommes mises en distribution par ladite société, telles que réserves et sommes assimilées.

De même, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, ou sommes assimilées, les actions attribuées gratuitement au titre des parts, objet des présentes, le seront au profit de la société 4 MC.

- La société 4 MC sera subrogée dans tous les droits et obligations des apporteurs, tels qu'ils résultent des textes légaux et réglementaires en vigueur, ainsi que des statuts.
- La société 4 MC prendra les biens et droits apportés dans leur état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours, ni réclamer aucune diminution aux apporteurs pour quelque cause que ce soit.

CH

CH

CV

CV

CV

3. VERIFICATIONS EFFECTUEES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour vérifier la réalité des titres apportés et la valeur attribuée à ces apports.

L'évaluation étant effectuée sur la base des comptes annuels de la société "VALMECA" au 31 décembre 1991 et de la prise en compte du résultat de l'exercice en cours, j'ai examiné le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 1991 ainsi qu'une situation arrêtée au 31 octobre 1992 et me suis assuré qu'aucun événement de nature à modifier la valeur des apports n'était intervenu jusqu'à cette date.

4. CONCLUSION

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports décrit ci-dessus, dont le total s'élève à F. 388 000.

Le Chesnay,
le 14 décembre 1992

Lu et approuvé
Yves Kerveillant

Lu et approuvé
[Signature]

Yves KERVEILLANT
Commissaire aux Apports

Lu et approuvé
[Signature]

Lu et approuvé
[Signature]

Lu et approuvé
[Signature]

4 M C

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 388.400 F.

SIEGE SOCIAL : 117 BIS, RUE DU GENERAL DE GAULLE

95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 21 DECEMBRE 1992

Les Administrateurs de la société anonyme 4 M C se sont réunis, ce jour, à 17 heures, pour la première fois en Conseil, au siège social, en application de l'article 68 du décret du 23 mars 1967, à l'effet d'organiser la Direction Générale de la Société.

Sont présents :

- Madame Ilda MOLINARO,
- Monsieur Narciso MOLINARO,
- Monsieur Michel CIVINO.

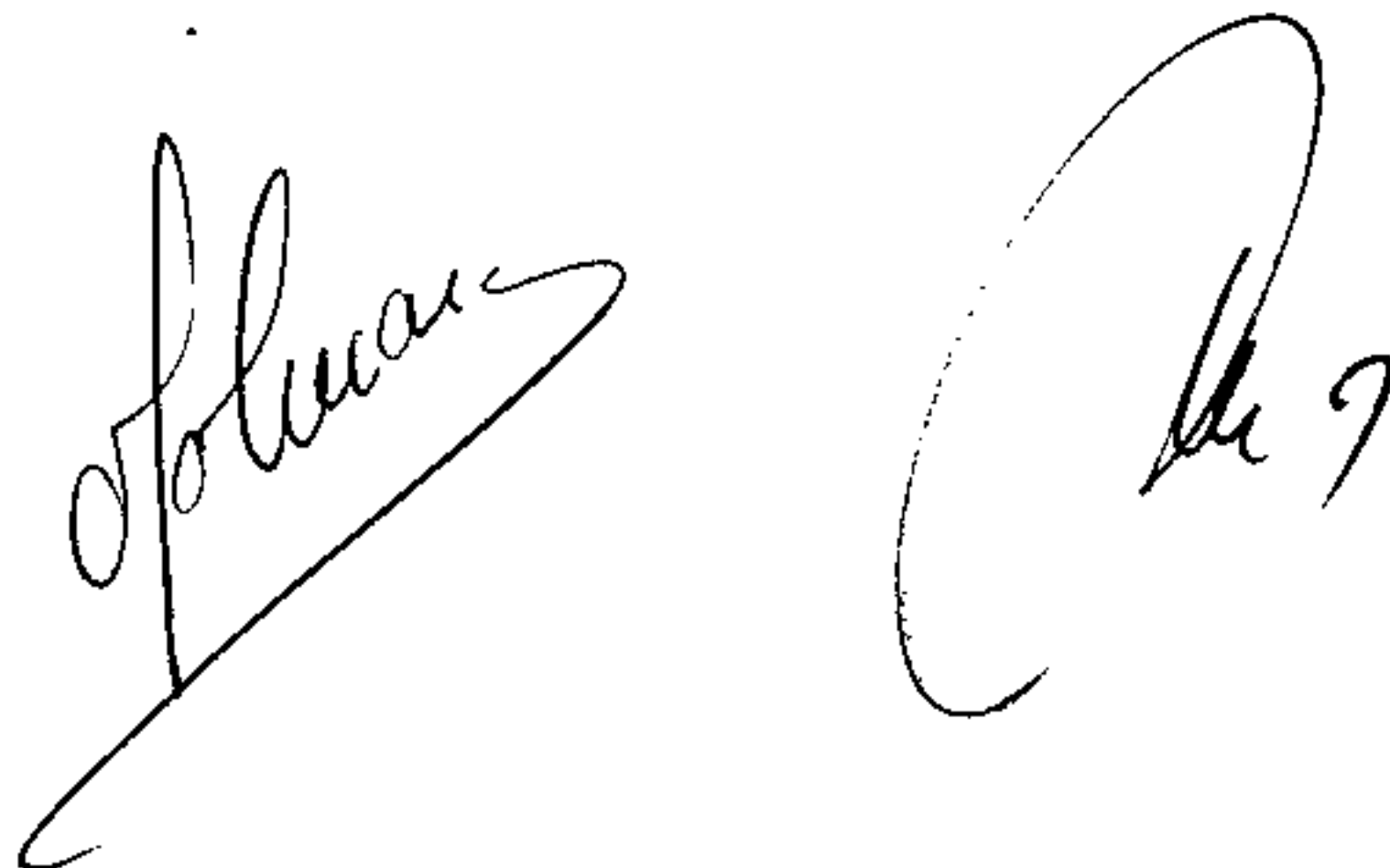
Le Conseil, réunissant tous les administrateurs désignés, peut valablement délibérer.

Puis, chacun des administrateurs déclare qu'il satisfait à la limitation prescrite par la loi, en ce qui concerne le cumul du nombre de sièges d'administrateur de société anonyme que peut occuper une même personne,

Et qu'il n'est pas frappé de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société, par application de la loi.

Après en avoir délibéré, le Conseil a pris les décisions suivantes :

cm



DESIGNATION DE LA PRESIDENTE

Madame Ilda MOLINARO est nommée Présidente du Conseil d'Administration, pour la durée de son mandat d'administratrice, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le

En sa qualité de Présidente du Conseil d'Administration, Madame Ilda MOLINARO exercera les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les statuts, et notamment, assurera la Direction Générale de la Société.

Madame Ilda MOLINARO accepte ces fonctions, et, en remerciant ses collègues de la confiance qu'ils lui témoignent, déclare qu'elle satisfait à toutes les conditions requises pour exercer ce mandat.

Puis, elle préside la réunion du Conseil.

POUVOIRS DE LA PRESIDENTE

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux Assemblées d'Actionnaires, ainsi qu'au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, la Présidente du Conseil d'Administration assumera, sous sa responsabilité, la Direction Générale de la société.

Elle représente la Société dans tous ses rapports avec les tiers.

Elle aura, notamment, les pouvoirs suivants :

1° - Personnel de la Société

Elle nommera et révoquera tous directeurs, agents, employés et ouvriers, fixera les conditions de leur admission et de leur départ, ainsi que leur rémunération, fixe ou proportionnelle.

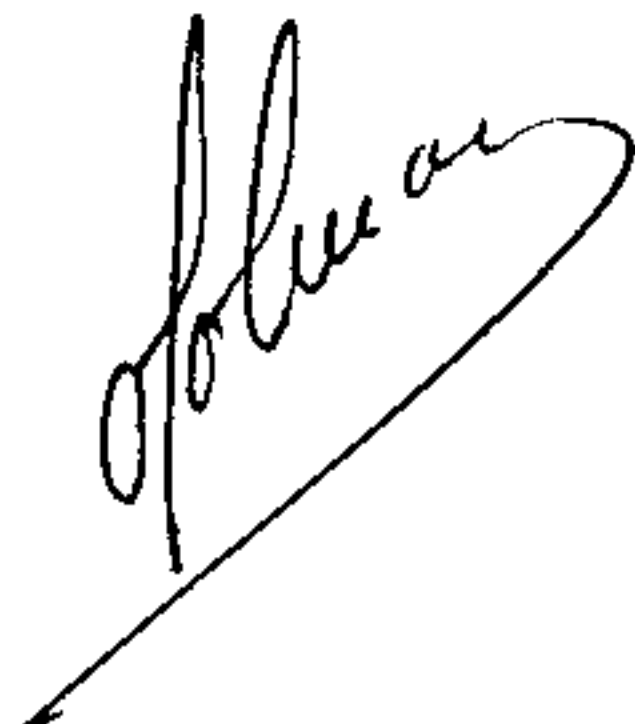
2° - Direction technique et commerciale

Elle organisera et dirigera les services administratifs, financiers et commerciaux, ainsi que techniques de la société, et signera la correspondance.

Elle effectuera tous achats et ventes, tant de matières premières, marchandises, matériel, outillage et autres.

Elle passera et acceptera tous traités et marchés, fera toutes soumissions et prendra part à toutes adjudications entrant dans l'objet social, fournira tous cautionnements dans les limites ci-après fixées.

CM



Elle souscrira, endossera, acceptera, négociera et acquittera tous effets de commerce.

Elle règlera et arrêtera tous comptes, touchera les sommes qui seront dues à la société et paiera celles qu'elle devra.

3° - Ouverture et fonctionnement des comptes

Elle fera ouvrir à la société, dans toutes banques françaises ou étrangères, tous comptes courants et d'avance sur titres, et créera tous chèques et effets pour le fonctionnement de ces comptes.

Elle fera, de même, ouvrir à la société tout compte chèque postal.

4° - Administration des biens sociaux

Elle exercera tous pouvoirs d'administration sur les biens meubles et immeubles de la société, consentira tous baux ou locations, effectuera tous travaux d'entretien, contractera ou résiliera toutes assurances.

5° - Actions judiciaires

Elle exercera toutes actions devant toutes juridictions judiciaires, administratives ou spéciales, tant en demandant qu'en défendant, et représentera la société auprès de toutes administrations.

6° - Transactions et mainlevées

Elle passera tous compromis, traités et transactions, consentira tous acquiescements, désistements, ainsi que toutes subrogations et antériorités et autres droits, avant ou après paiement.

7° - Pouvoirs généraux

Aux effets ci-dessus, la Présidente passera et signera tous actes et pièces, constituera tous fondés de pouvoirs spéciaux et, généralement, fera tout ce qui est nécessaire pour assurer la Direction Générale de la société, et l'exécution des décisions du Conseil.

La Présidente du Conseil d'Administration ne pourra donner, au nom de la société, des cautions, avals et garanties qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Conseil.

Cette clause est opposable aux tiers.

CH



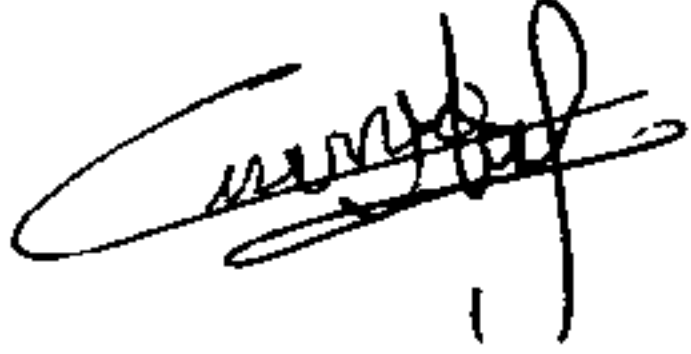
POUVOIRS

Le Conseil donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, pour effectuer tous dépôts et toutes publicités prévus par la loi.

La séance est levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par tous les administrateurs.

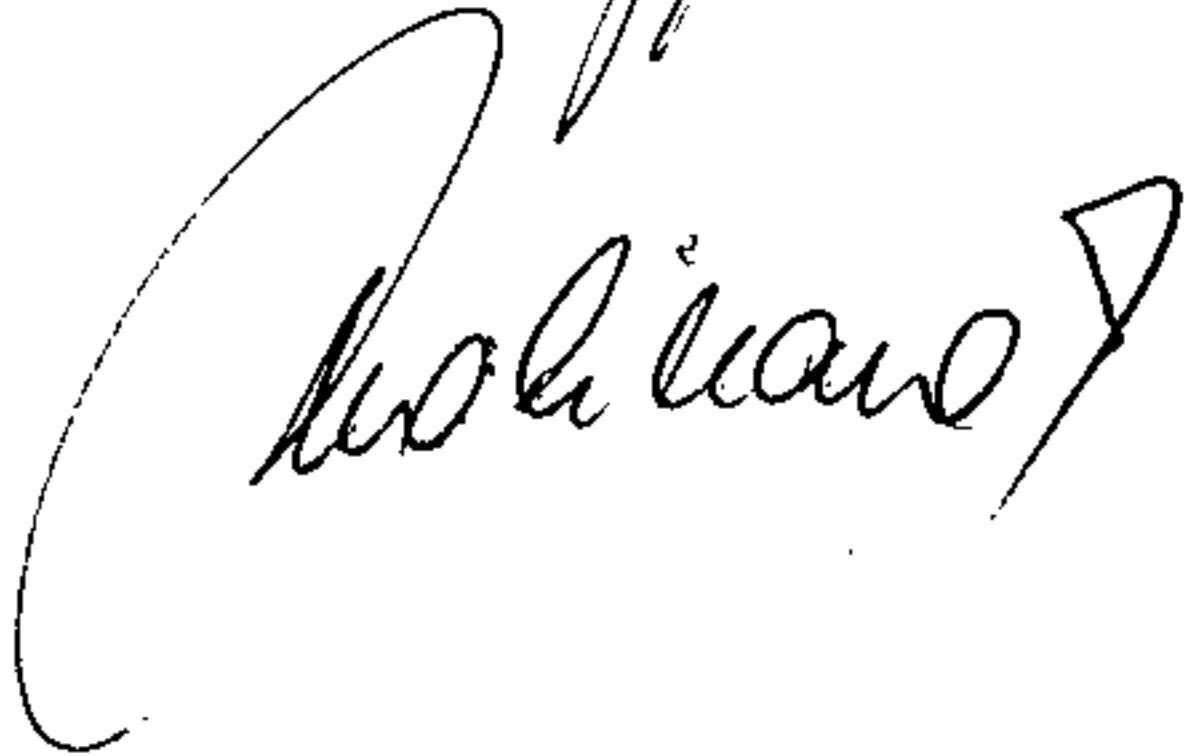
lu et approuvé



lu et approuvé



lu et approuvé



DECLARATION DE CONFORMITE

souscrite en application de l'article 6 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales concernant la constitution de la société 4 M C, société anonyme au capital de 388.400 F., dont le siège social est sis 117 bis, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES.

LES SOUSSIGNES

- Monsieur Narciso MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES,
- Monsieur Umberto CIVINO, demeurant 113, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES,
- Monsieur François AGNOLA, demeurant 50, rue du Calvaire à NANTERRE 92000,
- Madame Ilda CIVINO Epouse MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES,
- Monsieur Marc MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES, représenté par Monsieur Narciso MOLINARO, administrateur légal,
- Monsieur Luc MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES, représenté par Monsieur Narciso MOLINARO, administrateur légal,
- Monsieur Michel CIVINO, demeurant 113 bis, rue du général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES,

Agissant en qualité de seuls actionnaires de la société 4MC;
ont établi :

I - Suivant acte SSP en date du 21.12.1992
enregistré à *Argenteuil le 21.12.1992* *F° 73 B 417 C1*
les statuts d'une société anonyme qu'ils ont convenu de
constituer entre eux, contenant toutes les énonciations exigées
par la loi et les règlements, et notamment, celles ci-après :

Objet

- La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés créées ou à créer, en vue d'un investissement à long terme, en qualité de société holding,
- La gestion et le contrôle de ces participations,
- La souscription de tous emprunts avec ou sans garanties, se rattachant au financement des participations précitées,
- Et, en général, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, à l'objet social.

Dénomination

4 M C

Lu et approuvé
Molinaro 7
Lu et approuvé
Molinaro 7
Lu et approuvé
Agnola
Lu et approuvé
Molinaro 7
Lu et approuvé
Molinaro 7

Sont joints à la présente déclaration :

- Deux exemplaires enregistrés des statuts
- Deux exemplaires de la délibération du C.A. désignant la Présidente

.....

Comme conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés affirment, sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi, que la constitution de la société a été réalisée en conformité de la loi et des règlements en vigueur.

FAIT EN DOUBLE EXEMPLAIRE,

A MONTIGNY LES CORMEILLES,

LE

Lu et approuvé
Molinard

Lu et approuvé pour MARCEL LUC
Molinard

Lu et approuvé
Molinard

Lu et approuvé
Molinard

Lu et approuvé
Molinard

Lu et approuvé
Molinard

SOCIETE

“ 4 MC ”

117^{bis} rue du Général de Gaulle

95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

(Société en cours de constitution)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

SUR LES APPORTS EFFECTUES PAR

“Monsieur Narciso MOLINARO”

“Monsieur Umberto CIVINO”

et

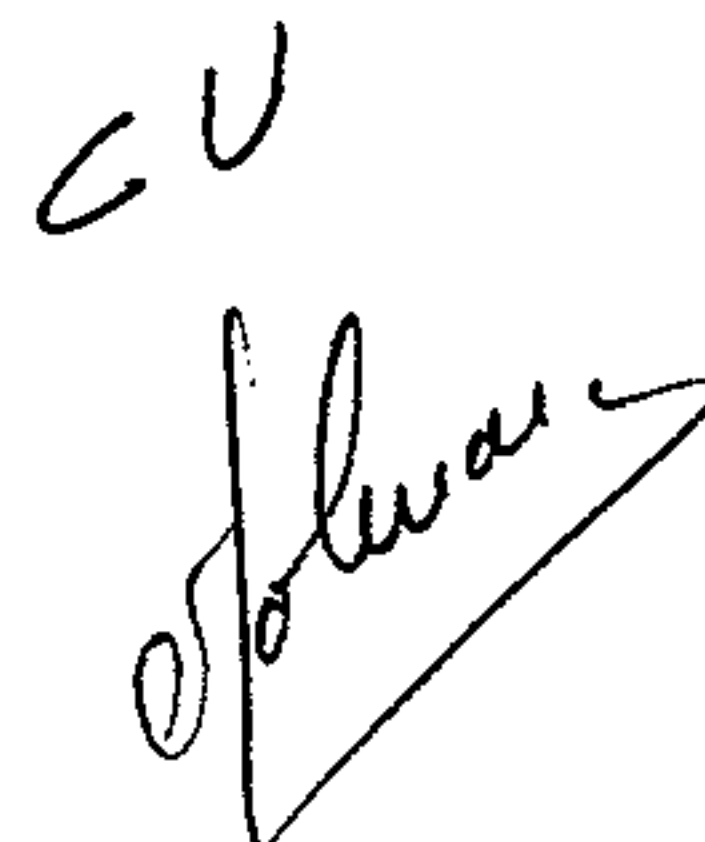
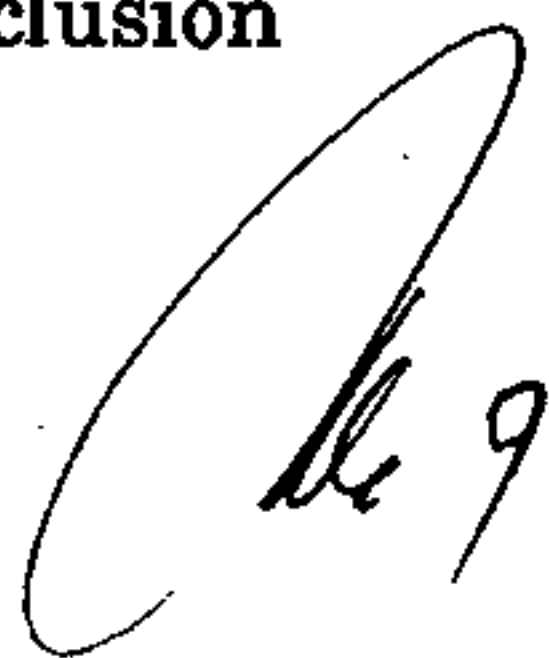
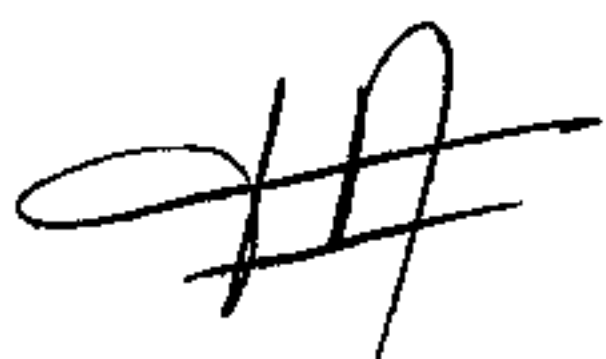
“Monsieur François AGNOLA”

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Pontoise en date du 20 novembre 1992, en tant que commissaire aux apports, je vous présente mon rapport sur l'appréciation de la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Narciso MOLINARO, Monsieur Umberto CIVINO et Monsieur François AGNOLA à votre société, en cours de constitution.

Le présent rapport qui a pour objectif de rendre compte des résultats de mes investigations, comprendra quatre chapitres :

1. Exposé sur l'opération projetée
2. Evaluation des apports
3. Vérifications effectuées
4. Conclusion



1. EXPOSE SUR L'OPERATION PROJETEE

SOCIETE ET PERSONNES CONCERNEES

La société 4 MC est une société en cours de constitution qui sera sous forme de société anonyme au capital de F. 388.400, dont le siège social est prévu au 117 rue du Général de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES.

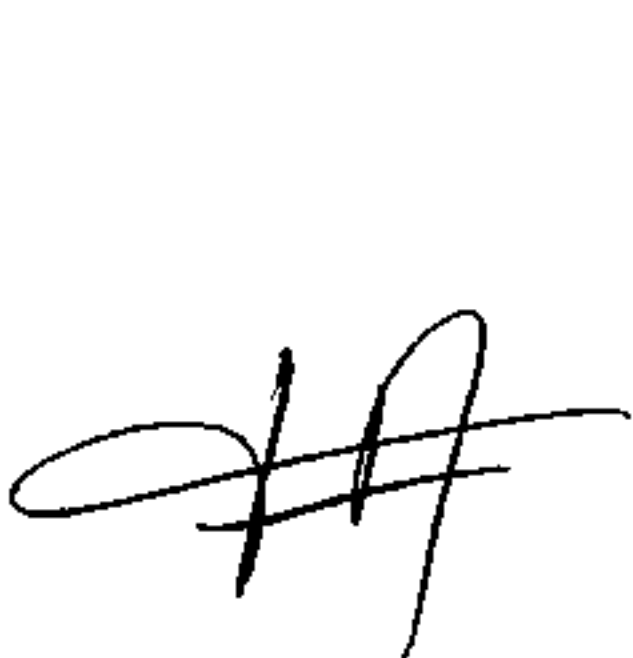
La société aura pour objet :

" - Prise de participation dans toutes sociétés créées ou à créer, gestion et contrôle de ces participations."

Monsieur Narciso MOLINARO, demeurant 119, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370.

Monsieur Umberto CIVINO, demeurant 113, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES 95370.

Monsieur François AGNOLA, demeurant 50, rue du Calvaire à NANTERRE 92000.



CH.



CV


Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA s'engagent à apporter à la société 4 MC, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, 485 (quatre cent quatre vingt cinq) parts sociales de la société VALDOISIENNE MECANIQUE dite "VALMECA".

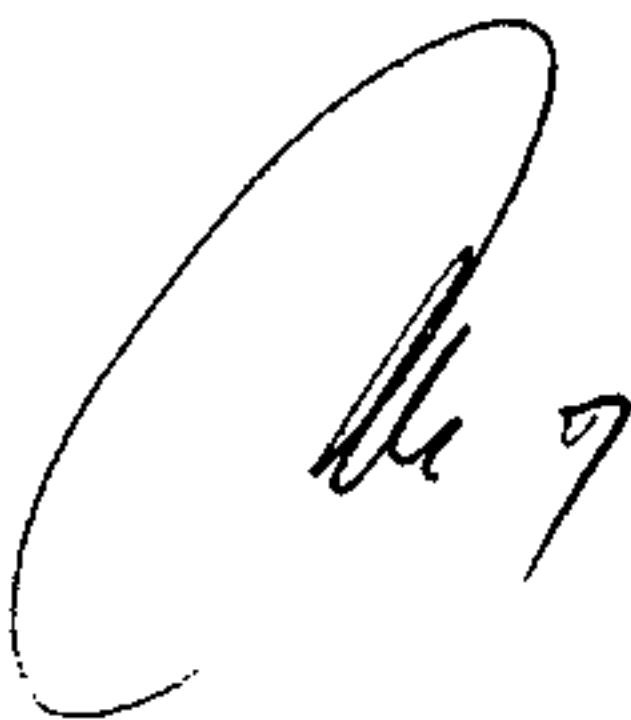
La société "VALMECA" est une société à responsabilité limitée au capital de F. 50.000, ayant son siège social au 16, rue des Carrières, SANNOS 95110, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PONTOISE sous le numéro B 334 559 507.

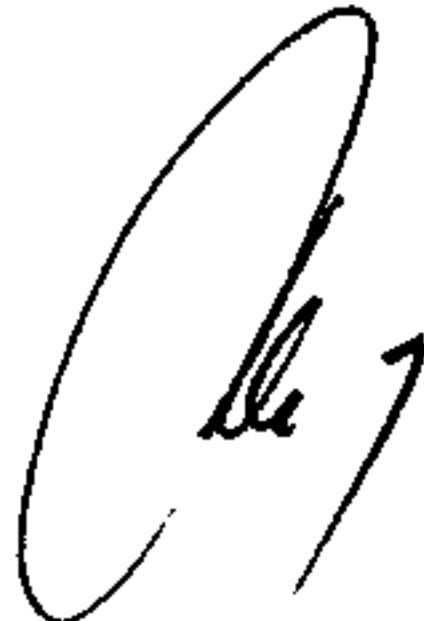
Les apports se décomposent ainsi :

- Monsieur Narciso MOLINARO :	245 parts
- Monsieur Umberto CIVINO :	190 parts
- Monsieur François AGNOLA :	50 parts

TOTAL	485 parts

Les apports sont évalués à la somme de F. 388.000.

2. EVALUATION DES APPORTS

Les parts sociales sont apportées pour F. 388.000, soit une valeur unitaire de F. 800.

L'évaluation a été calculée de la façon suivante :

- Situation nette de la société "VALMECA" au 31 décembre 1991,
- Estimation du résultat de la société "VALMECA" sur l'exercice en cours.

En application de la méthode énoncée ci-dessus, la valorisation des apports ressort à :

- Situation nette au 31 décembre 1991 :	364 140 F.
- Résultat prévisionnel 1992 :	40 000 F.

TOTAL	404 140 F.
 Arrondi à	 400 000 F.

soit une valeur unitaire de F. 800 la part sociale.

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

CU
[Signature]

PROPRIETE, JOUISSANCE ET CONDITIONS

La société 4 MC aura la pleine propriété des parts sociales de la société "VALMECA" apportées par Messieurs Narciso MOLINARO, Umberto CIVINO et François AGNOLA à compter du jour de la réalisation définitive de l'apport, soit à la date du jour de la signature des statuts.

La société 4 MC aura seule droit aux dividendes éventuellement distribués par la société "VALMECA", y compris ceux de l'exercice en cours, et à toutes autres sommes mises en distribution par ladite société, telles que réserves et sommes assimilées.

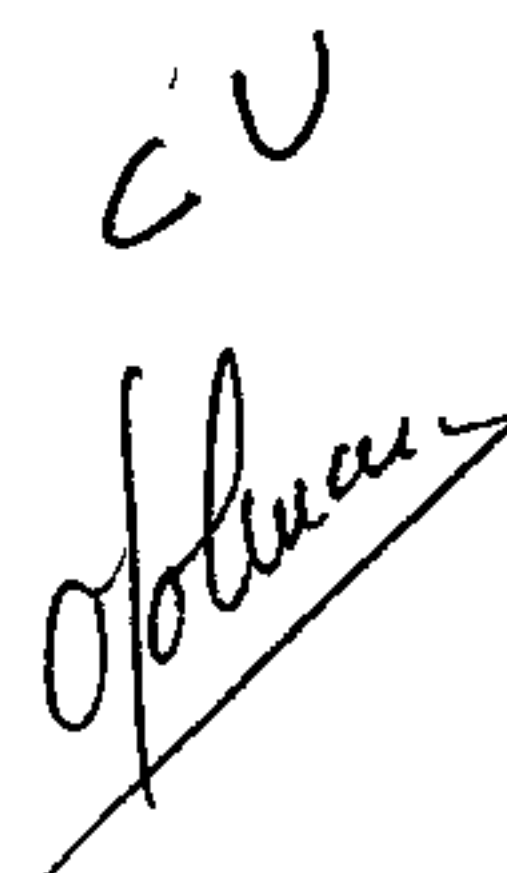
De même, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, ou sommes assimilées, les actions attribuées gratuitement au titre des parts, objet des présentes, le seront au profit de la société 4 MC.

- La société 4 MC sera subrogée dans tous les droits et obligations des apporteurs, tels qu'ils résultent des textes légaux et réglementaires en vigueur, ainsi que des statuts.
- La société 4 MC prendra les biens et droits apportés dans leur état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours, ni réclamer aucune diminution aux apporteurs pour quelque cause que ce soit.



CH



CIV


3. VERIFICATIONS EFFECTUEES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour vérifier la réalité des titres apportés et la valeur attribuée à ces apports.

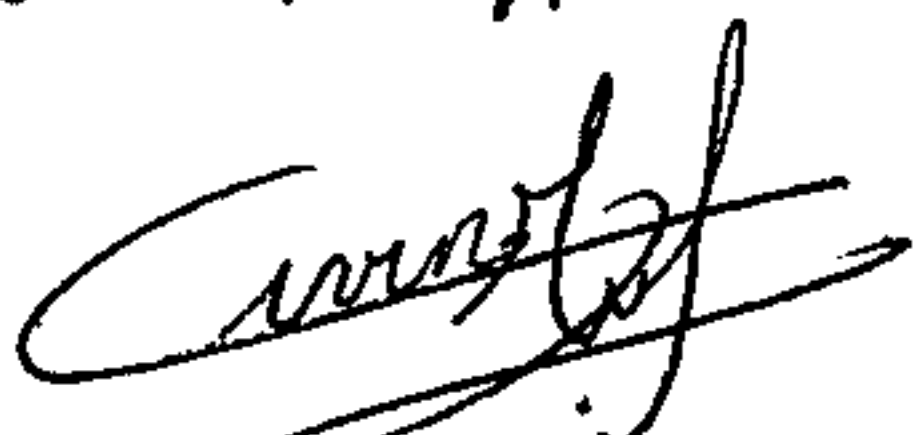
L'évaluation étant effectuée sur la base des comptes annuels de la société "VALMECA" au 31 décembre 1991 et de la prise en compte du résultat de l'exercice en cours, j'ai examiné le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 1991 ainsi qu'une situation arrêtée au 31 octobre 1992 et me suis assuré qu'aucun événement de nature à modifier la valeur des apports n'était intervenu jusqu'à cette date.

4. CONCLUSION

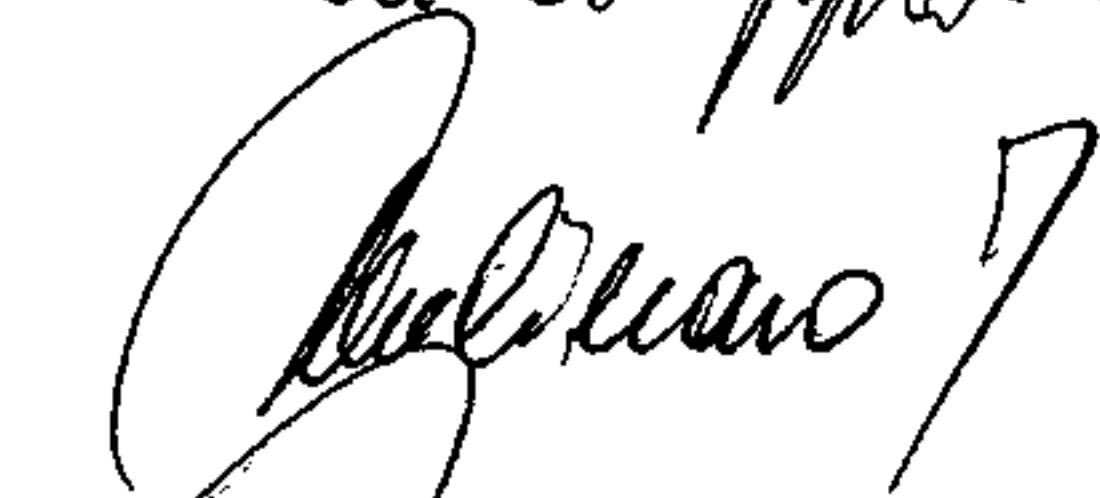
Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports décrit ci-dessus, dont le total s'élève à F. 388 000.

Le Chesnay,
le 14 décembre 1992

Yves KERVEILLANT
Commissaire aux Apports

lu et approuvé -


lu et approuvé


lu et approuvé



lu et approuvé


lu et approuvé


4 M C
Société Anonyme au capital de 388.400 F.
Siège social : 117 bis, rue du Général de Gaulle
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Nom, prénom, domicile des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscrip- tions en numéraires	Montant des souscriptions par apports en nature
Ilda MOLINARO 119, rue du Gal de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	1	100 F.	
Marc MOLINARO 119, rue du Gal de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	1	100 F.	
Luc MOLINARO 119, rue du Gal de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	1	100 F.	
Michel CIVINO 113 bis, rue du Gal de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	1	100 F.	
Narciso MOLINARO 119, rue du Gal de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	1.960		196.000 F.
Umberto CIVINO 113, rue du Gal de Gaulle 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	1.520		152.000 F.
François AGNOLA 50, rue du Calvaire 92000 NANTERRE	400		40.000 F.
Total d'actions souscrites	<u>3.884</u>		
Total des souscriptions en numéraires		<u>400 F.</u>	
Total des souscriptions par apports en nature			<u>388.000 F.</u>

Le présent certificat est certifié exact par Madame Ilda MOLINARO,
Présidente du Conseil d'Administration.

Fait à MONTIGNY LES CORMEILLES, en double exemplaire,
Le 17. 12. 1992





Succursale d'Enghien-les-Bains

Enghien-les-Bains, le
14, rue du Départ

Adresse Postale :
BNP
Boite Postale 48
95880 ENGHIEEN-LES-BAINS

Téléphone : (1) 34.12.90.90

Poste :

Notre réf. :

Votre réf. :

Objet

A T T E S T A T I O N

=====

La BANQUE NATIONALE DE PARIS, société anonyme dont le siège social est à Paris, 16, bld des Italiens (75009), représentée par M. Pierre MAUBER Attaché de Direction à la succursale d'Enghien les Bains sise 14, rue du Départ (95880), atteste par la présente:

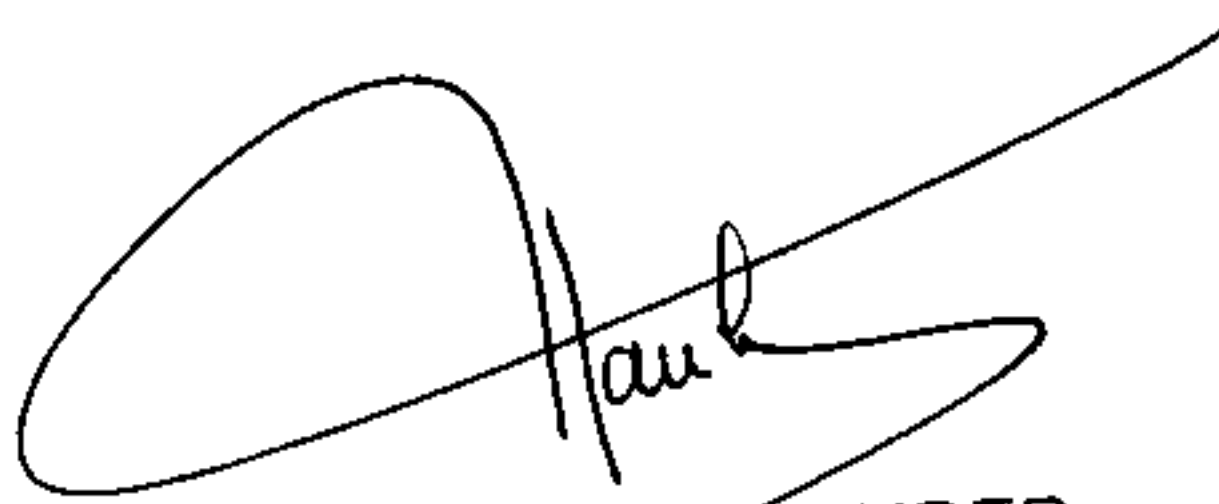
- que le compte ouvert sur ses livres au nom de la société en formation 4 M C - Société Anonyme au capital de F. 388.400,- dont le siège social est à Montigny les Cormeilles (95370) 117 bis, rue du Général de Gaulle est créancier de la somme de F. 400,- représentant l'apport en numéraire des associés et que cette somme est indisponible jusqu'à justification de l'immatriculation de ladite société au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise,*
- qu'elle est en possession d'une liste comportant les noms, prénoms et domicile des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.*

Une photocopie de cette liste, certifiée conforme par ses soins est jointe à la présente.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Enghien-les-Bains le 17 décembre 1992

BANQUE NATIONALE DE PARIS
ENGHIEEN - LES BAINS
14, Rue du Départ



Pierre MAUBER

4 M C
Société Anonyme
Capital 388.400,-
117 bis rue du Général de Gaulle
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

LISTE DES APPORTEURS EN NUMERAIRE

Madame Ilda CIVINO, épouse de Monsieur Narciso MOLINARO née le 25/10/1952 à
Forgaria (Italie) de nationalité italienne
demeurant 119 rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES (95370)
apporteur de.....F. 100,-

Monsieur Luc MOLINARO né le 01/07/1976 à Trappes (Yvelines)
demeurant 119 rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES (95370)
apporteur de.....F. 100,-

Monsieur Marc MOLINARO né le 30/03/1975 à Saint Cyr l'Ecole (Yvelines)
demeurant 119 rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES (95370)
apporteur de.....F. 100,-

Monsieur Michel CIVINO né le 12/07/1970 à Saint Cyr l'Ecole (Yvelines)
demeurant 113, rue du Général de Gaulle à MONTIGNY LES CORMEILLES (95370)
apporteur de F. 100,-

Certifié conforme

BANQUE NATIONALE DE PARIS
ENGHIEN-LES BAINS
14 Rue du Départ

Pierre MAUBER